Il existe un parallèle frappant entre le comportement de Vladimir Poutine à l'égard de la Géorgie en 2008, de l'Ukraine en 2014 et maintenant, d'une part et, d'autre part, le comportement de Saddam Hussein à l'égard de l'Iran au lendemain de sa révolution de 1979 et du Koweït en 1990. Les deux hommes ont eu recours à la force, accompagnée de revendications remarquablement similaires, afin de réaliser des ambitions expansionnistes. Saddam Hussein a envahi le territoire iranien à l'automne 1980, prétendant sauver les habitants arabophones de la province du Khuzestan, après les avoir encouragés à se rebeller contre le pouvoir de Téhéran et à déclarer une république indépendante, l'Arabistan. Cette invasion a marqué le début d'une guerre de huit ans, dont le premier effet a été de permettre au nouveau régime iranien de mettre fin au chaos qui a suivi la révolution contre le pouvoir du Shah et de consolider ses rangs. Après un nombre total de morts des deux côtés estimé à un million, ainsi qu'une dévastation et une destruction généralisées, les deux pays se retrouvent à la case départ à la fin de la guerre.

Dix ans plus tard, Saddam Hussein réitère son comportement imprudent en envahissant le Koweït, arguant qu'il s'agit d'une province irakienne découpée par les Britanniques, renouvelant ainsi une vieille revendication qui avait conduit à des tensions militaires entre le gouvernement d'Abd al-Karim Qasim et les autorités du Protectorat britannique au Koweït, lorsque celles-ci avaient décidé d'accorder à ce dernier son « indépendance » en 1961. Le résultat de cette deuxième invasion décidée par Saddam Hussein a été l'occasion donnée aux États-Unis tout d'abord de déployer leurs forces dans la région du Golfe à une échelle sans précédent ; ensuite de bombarder l'Irak « jusqu'à l'âge de pierre », comme le secrétaire d'État de l'époque, James Baker III, en aurait menacé le ministre des affaires étrangères irakien de l'époque, Tariq Aziz, peu avant la guerre ; enfin, et surtout, d'affirmer de manière spectaculaire leur suprématie en tant que seule superpuissance restante dans un monde qui était entré dans un « moment unipolaire » après des décennies de « bipolarité ».

Que les Arabes du Khuzestan aient ou non le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et que les revendications de l'Irak sur le Koweït soient légitimes ou non, n'est pas la question ici. Le comportement imprudent de Saddam Hussein s'est manifesté par sa mauvaise évaluation de l'équilibre des forces dans les deux cas. L'Irak est sorti des deux guerres dévasté et extrêmement affaibli, tandis que le dictateur irakien n'a réussi qu'à renforcer ses adversaires iraniens et américains. Il avait cru que le chaos qui régnait en Iran en 1980 ne ferait qu'empirer à cause de l'invasion irakienne, tout comme il pensait en 1990 que l'Amérique, militairement paralysée depuis sa sortie du Vietnam, n'oserait pas l'affronter.

Quel est le rapport avec Vladimir Poutine ? Le maître du Kremlin ne cache pas sa nostalgie de l'empire des tsars russes, reprochant à plusieurs reprises aux bolcheviks d'avoir appliqué lors de la Révolution russe le principe d'autodétermination en dessinant la carte des républiques soviétiques. Il tient particulièrement, et à juste titre, à empêcher l'élargissement de l'OTAN à des républiques qui, il y a trente ans, faisaient partie de l'URSS et étaient donc soumises à la tutelle russe. En 2008, pour empêcher la Géorgie d'adhérer à l'OTAN, Poutine (qui dirigeait alors le pays depuis le bureau du premier ministre, derrière une façade présidentielle nommée Dmitri Medvedev) a justifié l'invasion de son territoire par son soutien à la sécession des provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud qu'il encourageait à revendiquer leur « indépendance », comme Saddam Hussein l'avait fait avec l' »Arabistan ».

En 2014, Poutine a invoqué son désir de réparer ce qu'il considérait comme une erreur commise par les dirigeants de l'Union soviétique lorsqu'il a envahi la Crimée et l'a

formellement annexée à la Russie, pour empêcher l'Ukraine de rejoindre l'OTAN, comme Saddam Hussein avait rêvé de le faire avec le Koweït. La même année, Poutine est également intervenu militairement dans les provinces de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine, après avoir encouragé les séparatistes locaux à déclarer à leur tour leur « indépendance », comme il l'avait fait en Géorgie et comme le dirigeant irakien avait tenté de le faire en Iran. Dans les cas géorgien et ukrainien, Poutine a estimé que les États-Unis étaient trop faibles pour l'affronter : en 2008, ils étaient de plus en plus embourbés en Irak et, en 2014, sortis d'Irak après un échec abyssal, ils connaissaient un renouvellement partiel de la paralysie militaire qui les avait frappés après le Vietnam.

Les circonstances en 2008 et 2014 et par la suite ont semblé valider le jugement de Poutine. L'OTAN a touché le fond lorsque Donald Trump a remporté la présidence américaine en 2016, faisant perdre aux alliés traditionnels de Washington leur confiance dans la fiabilité de la protection américaine. Ils ont souhaité que Joe Biden efface l'héritage de Trump, mais ont été rapidement déçus. En effet, après sa honteuse retraite d'Afghanistan face aux talibans, la crédibilité de l'Amérique a atteint son point le plus bas depuis que sa défaite au Vietnam s'est achevée avec l'arrivée des forces communistes dans la capitale, Saigon. Poutine a donc dû considérer que la situation est devenue favorable à une nouvelle étape. Il a donc intensifié sa pression sur l'Ukraine, avec en toile de fond la reprise des affrontements entre les séparatistes et les forces gouvernementales ukrainiennes et l'entrée en lice de la Turquie, membre de l'OTAN, pour livrer des drones à Kiev. Si l'on ajoute à cela la pénurie mondiale qui a entraîné une forte hausse des prix du pétrole et du gaz, principales sources de revenus de l'État russe, tous les éléments sont réunis.

Cela signifie-t-il que les calculs de Vladimir Poutine sont plus intelligents et plus rationnels que ceux de Saddam Hussein, indépendamment des ressemblances entre leurs aventures militaires ? La réponse probable est que, si les calculs de Poutine se sont avérés corrects jusqu'à présent, il a pris, avec ses récentes actions, un risque plus aventureux que jamais. Joe Biden en profitera pour redorer son image bien écornée, tout comme Boris Johnson : après leurs prophéties auto-réalisatrices, les deux hommes doivent être heureux que Poutine leur donne l'occasion de détourner l'attention de leurs échecs. L'Alliance atlantique se trouve renforcée et dynamisée après avoir été malade (rappelez-vous le commentaire d'Emmanuel Macron sur l'OTAN « en état de mort cérébrale » il y a environ deux ans et demi). Le comportement de Poutine a peut-être même motivé les voisins de la Russie, la Finlande et la Suède, à rejoindre l'OTAN, après plus de soixante-dix ans de neutralité. Ce qui est encore plus dangereux pour la Russie, c'est qu'elle va devoir faire face à une pression économique occidentale considérablement accrue, ce qui va certainement l'affaiblir beaucoup plus que Poutine et son entourage semblent le croire. En fait, la Russie s'engage dans un cas typique de « surextension impériale », pour reprendre l'expression de Paul Kennedy. Elle agit militairement bien au-delà de sa capacité économique, avec un PIB inférieur à celui du Canada, et inférieur même à celui de la Corée du Sud, soit un peu plus de 7% du PIB américain.

*

Gilbert Achcar est professeur à l'Ecole des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a notamment publié *Le Choc des barbaries : Terrorismes et désordre mondial* (2002, 2004, 2017), *La Poudrière du Moyen-Orient* avec Noam Chomsky (2007), *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (2009), *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (2013), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (2015) et *Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe*

(2017). Il publiera bientôt *The New Cold War : Chronicle of a Confrontation Foretold.*

Ce texte a été publié le 24 février 2022 sur le site *The New Arab*, et traduit par *Contretemps*.

Illustration : Wikimedia Commons.